

Butane, farine, sucre: Des fissures béantes

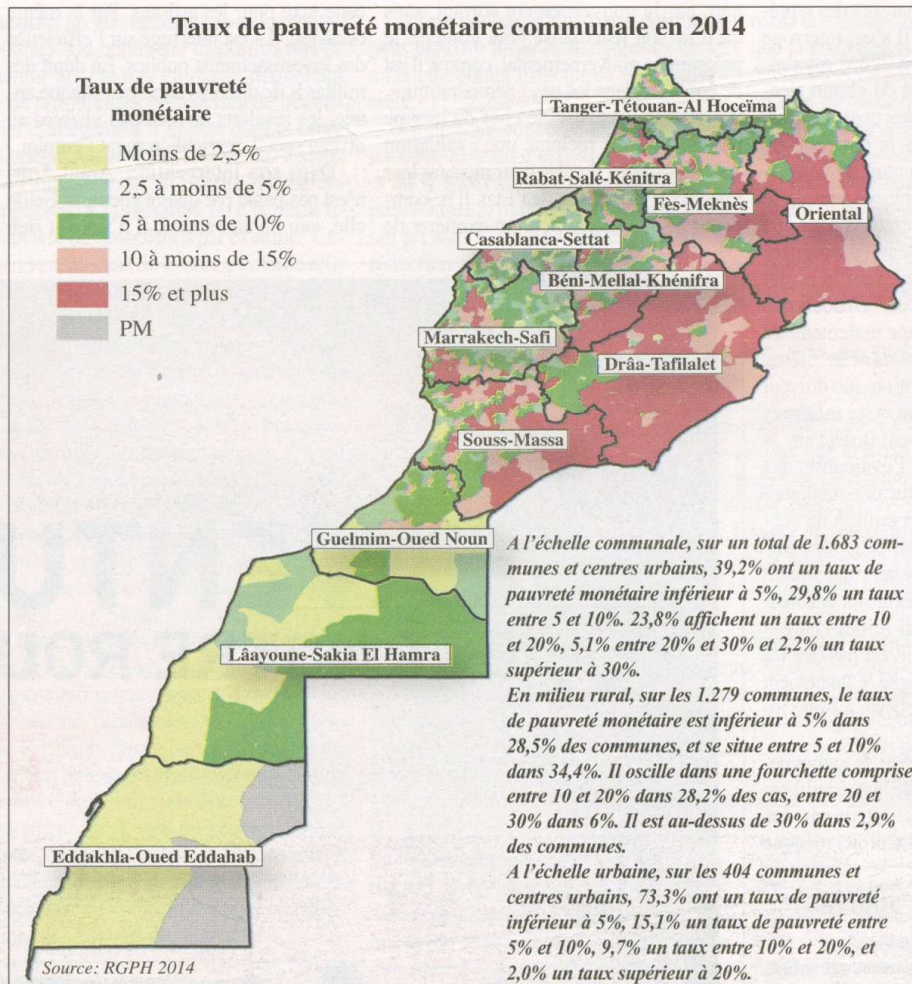
• 30% des subventions alimentaires vont aux 20% des ménages les plus aisés

• Dans le monde rural, la pauvreté recule grâce à l'INDH

• Le HCP vient d'actualiser la cartographie nationale de la pauvreté

UNE tendance lourde se dégage de la nouvelle cartographie de la pauvreté que vient de publier le HCP. La pauvreté monétaire recule de manière spectaculaire dans le monde rural, surtout dans les communes ciblées par les programmes de l'INDH. Mais la digue de l'INDH ne résiste pas toujours aux dégâts des fluctuations du PIB agricole et ne protège pas tout le monde rural. Le taux de pauvreté monétaire y reste encore élevé. Il oscille entre 10 et 20% dans 28,2% des 1279 communes rurales que compte le pays, entre 20% et 30% dans 6%. Il se situe entre 5 et 10% dans une commune sur trois (34,4%). Dans les 3% des communes rurales les plus pauvres, la pauvreté touche 30% de la population.

Au niveau urbain, sur les 404 communes et centres, 73,3% affichent une



prévalence de la pauvreté inférieure à 5% de la population. Dans 15% des communes urbaines, le taux de pauvreté varie entre 5 et 10%. Et dans près d'une commune sur dix (9,7%), un taux entre 10% et 20%, et 2% un taux supérieur à 20%.

Les travaux du HCP remettent sur le tapis, la question de l'efficacité des politiques de subventions dans la lutte contre la pauvreté. Sur la base de l'Enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages, les conclusions montrent, qu'en 2014, près de 30% des subventions destinées au soutien des produits alimentaires et de butane profitent aux 20% des ménages ayant le niveau de vie le plus élevé. Et 13% des subventions aux 20% les plus défavorisés, avec un rapport

HCP, Banque mondiale: Même méthodologie

DANS ses travaux, le HCP a privilégié l'approche monétaire de la pauvreté et de la vulnérabilité adoptée par la Banque mondiale. Selon cette doctrine, la pauvreté est appréhendée en calculant le seuil des dépenses requises pour satisfaire aux besoins alimentaires d'un ménage et en le majorant d'une allocation non-alimentaire. Alors que la vulnérabilité elle, est mesurée en relevant de 1,5 fois le seuil de pauvreté monétaire.

«Cette approche présente l'avantage d'offrir sur une base comparative, une cartographie lisible en nombre et en intensité des situations de pauvreté et de vulnérabilité aux niveaux national, territorial et social. Elle permet ainsi de contribuer à la déclinaison d'une politique raisonnée de ciblage dans la lutte contre la pauvreté», justifie le Haut commissariat au plan.

La cartographie de la pauvreté offre, par ailleurs, aux politiques publiques un outil d'optimisation de la répartition des ressources destinées à la réduction de la pauvreté monétaire à la double fin d'en faire bénéficier le plus grand nombre et d'en maximiser le rendement et par conséquent les ressources.

Les simulations opérées par le HCP, compte tenu des différents modes de ciblage, aujourd'hui vulgarisés par les travaux de la Banque mondiale, aboutissent à la conclusion que le niveau de réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité ou, d'une façon générale, les performances d'un programme social sont d'autant plus élevées et les économies de ressources d'autant plus grandes que les politiques de ciblage s'adressent: - géographiquement, aux unités territoriales de base les plus petites (centres urbains, communes, douars, voire districts; - socialement, aux ménages les plus pauvres dans les unités territoriales les plus pauvres. A bon entendeur. □

dans la politique des subventions

de plus de 2 fois au profit des premiers. Ce rapport est de 2,4 fois dans le cas de la farine nationale de blé tendre, 3,4 fois dans celui du sucre et de 1,9 fois dans celui du gaz butane. Cela pose donc clairement la question de l'efficacité de ces politiques de soutien des prix de ces produits par la collectivité. Une remise en cause qui pourrait lever les hésitations sur le démantèlement des subventions du gaz butane.

Le Ramed n'y échappe pas. Dans le domaine de la couverture médicale, le Ramed, ayant vocation à couvrir la population pauvre et vulnérable non couverte par un système d'assurance maladie, n'échappe pas aux distorsions relevées dans la politique des subventions. Alors que seuls 26,1% des bénéficiaires du régime provenaient du quintile ayant le niveau de vie le plus faible, 7,6% appartenaient au quintile le plus aisé.

Au-delà du système des subventions justifiées par le soutien aux plus défavorisés, les mêmes distorsions se révèlent

dans l'accès de la population à l'école publique. Par les mécanismes sociaux de sélection, près de 30% des promotions du secondaire et supérieur de 2014 relevaient, dans ce domaine, de la catégorie

La preuve par 9 de l'inefficacité

LE HCP justifie le choix de la pauvreté monétaire entre toutes les approches dont en particulier, l'approche multidimensionnelle de la pauvreté qui intègre, à la fois, l'incidence et l'intensité des privations et les manques accumulés par personne ou encore la pauvreté dite subjective qui offre une image de la perception et du ressenti qu'ont les citoyens de leur niveau de vie et de leur statut social.

Les travaux du HCP montrent qu'en 2014, près de 30% des subventions budgétaires destinées au soutien des produits alimentaires et de butane ont profité aux 20% des ménages ayant le niveau de vie le plus élevé, contre 13% aux 20% les plus défavorisés, avec un rapport de plus de 2 fois au profit des premiers. Ce rapport est de 2,4 fois dans le cas de la farine nationale de blé tendre, 3,4 fois dans celui du sucre et de 1,9 fois dans celui du gaz butane. □

des 20% les plus aisés contre 10% appartenant aux 20% les plus défavorisés.

Devant de telles distorsions régulièrement dénoncées et, de toute évidence, inhérentes au mode de financement gé-

néral des programmes sociaux, les débats vont enfler sur le ciblage des ressources publiques qui permettrait de les canaliser au profit des populations qui en ont le plus besoin.

ciblage de la politique des subventions des produits dits de première nécessité. Ce document est censé donc servir d'outil de décision afin de mieux cibler les objectifs en matière de développement humain et de maximiser le rendement des ressources.

La baisse remarquable de 21 points des taux de pauvreté que révèlent les travaux dans les communes rurales ciblées par l'INDH, depuis 2005 devrait interpeller sur la pertinence d'une extension du modèle opératoire de ce programme. Il y a donc des leçons à tirer en termes de ciblage et de pratique participative de réalisation des projets, à l'ensemble des programmes sociaux prévus à l'échelle nationale et régionale. «Le pays gagnera en amélioration de ses indicateurs sociaux et ses budgets en rendement de leurs dépenses», relève Ahmed Lahlimi, le patron du HCP. Une remarque qui sonne comme un conseil amical au gouvernement. □

Pour le reste, le HCP espère que sa cartographie de la pauvreté ne finira pas cette fois-ci dans les classeurs ministériels et les tiroirs des élus locaux. Et qu'elle permettra surtout de revoir le logiciel de